

<b>S.I.R.S. COLLORGUES GARRIGUES SAINTE EULALIE</b>	<b>DÉLIBÉRATION N° 2025 – 11 DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU REGROUPEMENT SCOLAIRE COLLORGUES - GARRIGUES SAINTE EULALIE</b>
	<b>Séance du 15 septembre 2025 à 16 heures 00</b>
<b>Date de Convocation : 12/09/2025</b>	L'an deux mil vingt-cinq et le quinze septembre, à seize heures, le conseil syndical du Regroupement Scolaire COLLORGUES - GARRIGUES SAINTE EULALIE, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Didier KIELPINSKI, Président en exercice.
<b>Date d’Affichage : 12/09/2025</b>	
<b>Nombre de membres en exercice : 10</b>	<b><u>PRÉSENTS</u> :</b> Didier KIELPINSKI, Anne LE VOYER, Micheline REGHENAS, Pauline BRUNEL, Martine CHANTOIS
<b>Présents : 5</b>	
<b>Absent(s) : 5</b>	<b><u>ABSENTS</u> :</b> Jean-Luc GIBERT, Christine MONTEIL, Anne GOUT, Morgane ROBERT et Gaël VERNEDE
<b>Absent(s) représenté(s) : 1</b>	<b><u>PROCURATION</u> :</b> De Anne GOUT à Didier KIELPINSKI
<b>Secrétaire de séance :</b>	Madame Anne LE VOYER
<b>Objet de la Délibération :</b>	<b>Adhésion au contrat groupe « Assurance statutaire » proposé par le Centre de Gestion du Gard, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au 31 décembre 2029</b>
<p><b>Vu</b>, la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 26,</p> <p><b>Vu</b>, le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,</p> <p><b>Vu</b>, le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application du deuxième alinéa de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurance souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux</p> <p><b>Vu</b>, la délibération N° DEL 2025 - 08 du 13 mars 2025 donnant mandat au Centre de Gestion du Gard pour négocier un contrat groupe garantissant les risques financiers encourus par la collectivité à l'égard de son personnel auprès d'une entreprise d'assurance agréée,</p> <p><b>Vu</b>, la délibération n° DEL-2025 - du 30 juin 2025 du Conseil d'Administration du CDG 30 fixant les taux de frais de gestion relatif au service facultatif « assurance statutaire »,</p> <p><b>Vu</b>, le résultat de la commission d'appel d'offres du CDG 30 en date du 26 mai 2025,</p> <p>Considérant qu'à l'issue de la procédure de mise en concurrence le CDG 30 a retenu comme prestataire RELYENS SPS / RELYENS LI / RELYENS MI afin de couvrir les risques statutaires encourus par les collectivités et établissements publics lui ayant donné mandat</p> <p><b>Le Président expose :</b></p> <p>Depuis de nombreuses années, le Centre de Gestion du Gard accompagne les collectivités et établissements publics qui lui sont affiliés pour couvrir les risques statutaires auxquels ils sont exposés.</p>	

Le contrat actuel arrivant à son terme au 31/12/2025, le Centre de Gestion du Gard a mené une procédure de mise en concurrence afin de proposer un nouvel opérateur aux employeurs affiliés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Le contrat d'assurance statutaire proposé par le Centre de Gestion du Gard propose une couverture à taux unique pour les collectivités de moins de 30 agents CNRACL.

Le contrat couvre l'intégralité des risques statutaires pour les agents CNRACL, à savoir :

- Le décès
- Le congé pour invalidité temporaire imputable au service (accident de service, de trajet, maladie imputable)
- Le congé de maladie ordinaire
- Le congé de longue maladie et de longue durée
- Le temps partiel thérapeutique
- La disponibilité d'office pour raison de santé
- L'allocation d'invalidité temporaire
- La maternité, paternité, adoption.

Ainsi que pour les agents IRCANTEC avec prise en charge du :

- Congé pour invalidité temporaire imputable au service (accident de service, de trajet, maladie imputable)
- Congé de maladie ordinaire
- Congé de grave maladie
- Congé de maternité, paternité, adoption

L'assiette de cotisation et de garantie est constituée par :

- **Les éléments de base :**
  - Le traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension, perçu par tous les agents assurés au cours de l'exercice d'assurance ;
  - la nouvelle bonification indiciaire annuelle ;
  - le supplément familial de traitement ;
  - l'indemnité de résidence.
- **Les éléments optionnels :**
  - Pour les charges patronales, l'assiette est fixée forfaitairement à 48 % du TBI + NBI.

**Les collectivités et établissements publics adhérents décident de lever cette option. Le taux de la cotisation quant à lui reste inchangé.**

L'adhésion au contrat groupe est liée à la signature d'une convention de gestion permettant de définir les conditions dans lesquelles s'établissent et s'organisent les relations relatives à la gestion du contrat d'assurance statutaire souscrit par la commune.

Cette convention définit les interventions du CDG 30 qui portent notamment sur :

- les tâches liées à la passation et à la gestion du marché public ;
- le suivi de l'exécution du contrat ;
- la gestion des sinistres ;
- un rôle d'information et de conseil.

La commune participe aux frais d'intervention du CDG30 à raison de 0.25% de la masse salariale de l'année N-1, telle que déclarée par l'employeur auprès de l'assureur pour règlement de la cotisation annuelle due au titre de l'adhésion au contrat.

**Le conseil syndical, après en avoir délibéré et à l'unanimité décide :**

**Article 1 :** d'adhérer au contrat groupe « Assurance Statutaire » proposé par le Centre de Gestion du Gard à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 et de choisir la ou les formules suivantes :

*Cocher le choix des garanties :*

	FORMULES TOUS RISQUES – AGENTS CNRACL	TAUX DE COTISATION	OUI	NON
	Franchise 10 jours en maladie ordinaire, y compris 1 jour de carence	7.51 %	X	
OU	Franchise 20 jours en maladie ordinaire, y compris 1 jour de carence	6.54 %		
OU	Franchise 30 jours en maladie ordinaire, y compris 1 jour de carence	5.96 %		
OU	Franchise 10 jours en maladie ordinaire, y compris 1 jour de carence, montant indemnités journalières plafonné à 80% en maladie ordinaire	7.06 %		
OU	Franchise 20 jours en maladie ordinaire, y compris 1 jour de carence, montant indemnités journalières plafonné à 80% en maladie ordinaire	6.21 %		
OU	Franchise 30 jours en maladie ordinaire, y compris 1 jour de carence, montant indemnités journalières plafonné à 80% en maladie ordinaire	5.70 %		

	FORMULES TOUS RISQUES – AGENTS IRCANTEC	TAUX DE COTISATION	OUI	NON
	Franchise 10 jours en maladie ordinaire, y compris 1 jour de carence	1.27 %	X	

*De manière optionnelle :*

NATURE DES PRESTATIONS	OUI	NON
Charges patronales fixées à 48 % du TIB + NBI	X	

**Article 2 :** d'autoriser le Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs au contrat d'assurance statutaire du CDG 30.

**Article 3 :** de signer la convention d'adhésion au service « Assurance Statutaire » proposée par le CDG 30.

**Article 4 :** d'inscrire les crédits correspondants au budget de la collectivité.

Acte rendu exécutoire après publication du 16/09/2025 et dépôt en Préfecture le 16/09/2025	Fait à COLLORGUES, les jour mois et an susdits	
	Le Président Didier KIELBINSKI  	La secrétaire de séance, Anne LE VOYER 



<b>S.I.R.S. COLLORGUES GARRIGUES SAINTE EULALIE</b>	<b>DÉLIBÉRATION N° 2025 – 12 DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU REGROUPEMENT SCOLAIRE COLLORGUES - GARRIGUES SAINTE EULALIE</b>
	<b>Séance du 15 septembre 2025 à 16 heures 00</b>
<b>Date de Convocation : 12/09/2025</b>	L'an deux mil vingt-cinq et le quinze septembre, à seize heures, le conseil syndical du Regroupement Scolaire COLLORGUES - GARRIGUES SAINTE EULALIE, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Didier KIELPINSKI, Président en exercice.
<b>Date d’Affichage : 12/09/2025</b>	
<b>Nombre de membres en exercice : 10</b>	<b><u>PRÉSENTS</u> :</b> Didier KIELPINSKI, Anne LE VOYER, Micheline REGHENAS, Pauline BRUNEL, Martine CHANTOIS
<b>Présents : 5</b>	
<b>Absent(s) : 5</b>	<b><u>ABSENTS</u> :</b> Jean-Luc GIBERT, Christine MONTEIL, Anne GOUT, Morgane ROBERT et Gaël VERNEDE
<b>Absent(s) représenté(s) : 1</b>	<b><u>PROCURATION</u> :</b> De Anne GOUT à Didier KIELPINSKI
<b>Secrétaire de séance :</b>	Madame Anne LE VOYER
<b>Objet de la Délibération :</b>	<b>Dette de cantine et de garderie d’un parent d’élève</b>
<p>Monsieur le Président expose à l’assemblée qu’un parent d’élève a sollicité, au mois de mars 2025, à plusieurs reprises consécutives, le secrétariat de la mairie de Garrigues Sainte Eulalie pour l’inscription de ses enfants à la cantine alors que son portefeuille « Cantine de France » n’avait pas été approvisionné. Argumentant que son impossibilité d’utiliser sa carte bancaire allait se résoudre dans les prochains jours et promettant d’approvisionner son compte dès que possible ; et expliquant par ailleurs qu’en raison de rendez-vous médicaux importants, il ne pouvait récupérer ses enfants pour la pose méridienne et n’avait d’autre solution que d’inscrire ses enfants à la cantine ; les deux secrétaires, sans se concerter, ont réservé plusieurs repas à la cantine pour ses enfants. Ce parent d’élève n’a jamais depuis approvisionné son compte « Cantine de France » et alors que celui-ci était débiteur, il a également laissé ses enfants à la garderie du soir au mois de juin 2025.</p> <p>Il a par ailleurs effectué une demande d’aide financière auprès du Conseil départemental du Gard par courrier du 27 mars 2025 afin de solder sa facture de cantine de mars 2025.</p> <p>À ce jour, sa dette s’élève à 140.55 € (Mars 2025 / cantine : 136.80 € + Juin 2025 / garderie : 3.75 €)</p> <p>Le Conseil départemental du Gard, par un courrier en date du 13 août 2025, a informé le S.I.R.S Collorgues – Garrigues Sainte Eulalie de sa décision d’attribuer une aide financière de 45.00 € par enfant soit un total de 135.00€ pour les 3 enfants.</p> <p>Reste à payer par le parent d’élève : 5.55 €.</p> <p>Monsieur le Président propose que le S.I.R.S Collorgues – Garrigues Sainte Eulalie prenne en charge le montant de 5.55 € restant à payer.</p> <p><b>Le conseil syndical, après en avoir délibéré et à l’unanimité :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Constate que le réapprovisionnement du compte « Cantine de France » de ce parent d’élève n’a pas été effectué ;</li><li>➤ Décide d’affecter l’aide financière du Conseil départemental du Gard d’un montant de 135.00 €</li></ul>	

pour combler la dette de ce parent d'élève ;

- Accepte de prendre en charge le montant de 5.55 € restant à payer par ce parent d'élève afin de solder sa dette ;
- Décide de recrediter le compte « Cantine de France » de ce parent d'élève d'un montant de 140.55 € une fois la dette soldée.

Fait à COLLORGUES, les jour mois et an susdits

Acte rendu exécutoire après  
publication du 16/09/2025 et  
dépôt en Préfecture  
le 16/09/2025

Le Président,  
Didier KIELPINSKI



La secrétaire de séance,  
Anne LE VOYER

A handwritten signature in black ink.